



# PRÉFÈTE DU BAS-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Grand Est

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE du 22 JAN. 2024

Envie 2E Alsace à Geispolsheim - rupture de traçabilité des déchets

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND-EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le code de l'environnement et notamment son article R. 181-45 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 16 avril 2019, pris en application du titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, autorisant la société ENVIE 2E ALSACE à exploiter une installation de regroupement, de traitement et de préparation à la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) à GEISPOLSHEIM ;
- VU** la demande du 21 novembre 2023, par laquelle Envie 2E Alsace demande à être exonérée des obligations de traçabilité entre les déchets entrants et sortants de son établissement de Geispolsheim, autorisé le 16 avril 2019 ;
- VU** le rapport du 3 décembre 2023 de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'exercice des activités de réception-transit-regroupement et de traitement de déchets « D3E » par la société Envie 2E Alsace à Geispolsheim ne permettent pas d'assurer la traçabilité des déchets entrants et sortants de ce site ;

**APRÈS** communication au demandeur du projet d'arrêté ;

**SUR** proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

La société Envie 2E Alsace, 2 rue des Imprimeurs 67118 Geispolsheim, est exonérée des obligations de traçabilité entre les déchets d'équipements électriques et électroniques entrants et sortants de son établissement de Geispolsheim, autorisé le 16 avril 2019.

### Article 2 Frais :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société Envie 2E Alsace.

### **Article 3 Mesures de publicité :**

Les mesures de publicité de l'article R. 181-45 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

### **Article 4 Droits des tiers :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 5 Sanctions :**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1<sup>er</sup>, du code de l'environnement.

### **Article 6 Voies et délais de recours :**

En application des dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie et la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Obligation de notification de recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

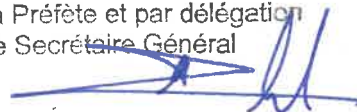
### **Article 7 Exécution :**

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées ;
- la société Envie 2E Alsace,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au maire de Geispolsheim.

La préfète,  
Pour la Préfète et par délégation  
le Secrétaire Général



**Mathieu DUHAMEL**